

# Editorial

Jeune Nouvelle  
8 Février

Jeune Nouvelle

3 Février

Après les troubles de Constantine, voici que des incidents dont il ne faut pas se dissimuler la gravité ont éclaté à Setif.

Il faut sans doute ne rien dramatiser. Mais il est certain que l'Algérie traverse en ce moment une crise qu'il est nécessaire de prendre au sérieux, si nous ne voulons pas d'ici quelque temps être obligés de la prendre au tragique.

A cette crise, la situation économique n'est évidemment pas étrangère. Mais enfin on ne saurait dire, sans manquer de respect à la vérité, qu'elle est la cause profonde, unique, du malaise actuel.

Peut-être a-t-elle fait mûrir l'abécès : elle ne l'a cependant point fait naître.

Et il faut se demander tout d'abord si cette agitation pernicieuse, dont nous voyons maintenant les effets déplorables, n'a point été provoquée par l'ingérence des méthodes et des passions politiques métropolitaines dans nos députements de l'Afrique du Nord.

Que des tribuns, qui n'appartiennent point nécessairement à des partis extrémistes, viennent dans nos villes et dans nos provinces exciter l'opinion publique contre l'administration ou les gouvernements, cela n'a pas obligatoirement des conséquences désastreuses, parce que citoyens et paysans français sont politiquement éduqués et n'attachent aux paroles les plus véhémentes qu'une importance restreinte : ils savent ce qu'est un discours.

Mais que ces mêmes tribuns poursuivent leurs campagnes dans des pays neufs, auprès d'un public qui n'a pas l'accoutumance de ces vituperations, c'est infiniment plus grave, car ils risquent d'être pris au sérieux.

Et ce risque est d'autant plus grand, quand il arrive qu'une propagande étrangère s'ingénie parfois à utiliser ses exhortations — quand elle ne les provoque pas.

Ce n'est point certes que nous prétendions rabaisser à un plan inférieur un peuple que depuis plus d'un siècle nous sommes efforcés d'imprégner de notre civilisation et de notre culture. Loin de là. Et nous estimons même né-

cessaire, comme le faisaient jadis les Romains, de conférer peu à peu le droit de cité, la qualité de citoyen, avec tous les droits et toutes les obligations que cette élévation comporte, aux indigènes qui s'en seront rendus dignes par leur valeur intellectuelle et morale.

Mais il faut pour cela agir avec discernement. Et de ce discernement qui va de pair avec une indispensable fermeté seuls sont capables des hommes que leur expérience, leur prudence, leur autorité doivent appeler, seules, à administrer nos grandes possessions d'outre-mer.

Nous n'avons pas manqué de ces hommes dans le passé, et nous n'en manquons pas davantage aujourd'hui : toutes les fois que nous avons su les employer et les soutenir nos colonies ont connu non seulement la tranquillité mais bien souvent la prospérité.



P.S. — Tout ce que nous venons de dire de l'Algérie s'applique, cela va de soi, au Maroc et à la Tunisie.